



## Conseil de sécurité

UN LIBRARY

NOV 23 1983

Distr.  
GENERALE

S/16170  
21 novembre 1983  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 18 NOVEMBRE 1983, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR  
LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA BULGARIE AUPRES DE L'ORGANISATION  
DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, je vous prie de bien vouloir faire circuler,  
comme document du Conseil de sécurité au titre du point intitulé "La situation à  
Chypre", le texte de la déclaration de l'Agence télégraphique bulgare concernant la  
proclamation de la "République turque de Chypre-Nord".

Le Vice-Ministre des affaires étrangères,

Représentant permanent de la Bulgarie,

(Signé) Boris A. TSVETKOV

Annexe

Déclaration de l'Agence télégraphique bulgare  
du 18 novembre 1983

La nouvelle de la proclamation de la "République turque de Chypre-Nord" a été reçue avec surprise et inquiétude par le Gouvernement et le peuple de la République populaire de Bulgarie. Il est évident pour tout le monde que dans le cadre de relations internationales déjà tendues, cette action unilatérale ne va pas dans le sens des efforts déployés pour trouver une solution pacifique et équitable à la question de Chypre. En outre, elle n'est compatible ni avec les intérêts à long terme du peuple chypriote ni avec les intérêts de la paix et de la sécurité dans la région ni avec les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la question de Chypre.

La République populaire de Bulgarie a toujours été partisane d'un règlement pacifique, juste et durable de cette question, ce qui garantirait l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale et le non-alignement de la République de Chypre, en respectant les droits des Chypriotes grecs aussi bien que des Chypriotes turcs. Fidèle aux principes qu'elle a toujours défendus, la République populaire de Bulgarie estime qu'il faut absolument renoncer à tout acte unilatéral susceptible d'entraver et de retarder la réalisation de ce but. La Bulgarie est convaincue que la seule voie valable et raisonnable aujourd'hui consiste à poursuivre les entretiens, conformément à l'initiative du Secrétaire général de l'ONU, pour parvenir à un règlement durable de ce problème, dans l'intérêt des Chypriotes grecs et des Chypriotes turcs, de même que dans l'intérêt de la paix, de la sécurité et de l'entente entre les peuples des Balkans, de la Méditerranée orientale et du monde entier.

-----